

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENT : { Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50
 six mois 14
 un an 25

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, rue du Vieil-Abreuvoir, 25 (coin de la rue Nain).

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées avant midi le jour de la publication.

On s'abonne et on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITE-BULLIER et C^{ie}, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFFITE BULLIER et C^{ie} pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX. 28 AVRIL 1868.

BULLETIN

Ce que l'on présentait au sujet de la dissidence existant entre la majorité de la commission sénatoriale chargée de la loi sur les réunions et M. de Maupas, rapporteur, vient de se réaliser. Une lettre de Paris nous dit qu'à la suite d'une discussion des plus animées, l'honorable ancien ministre de la police a résigné le mandat qui lui avait été conféré. M. Hubert Delisle le remplace. M. de Maupas continue, du reste, à faire partie de la commission.

Dans sa séance de mardi, le Corps législatif a adopté le projet de loi concernant l'exécution des travaux d'un bassin à flot dans le port de Bordeaux. Vendredi, discussion du projet de loi sur les douanes. Hier, réunion dans les bureaux pour examiner la demande d'interpellation sur les traités de commerce.

La reine Victoria a nommé sir Robert Napier chevalier grand croix de l'ordre du Bain. Cette récompense ne sera probablement pas la seule que recevra l'habile commandant anglais. Nous lui devons d'ailleurs nous-mêmes, avec nos éloges, nos remerciements, puisque parmi les 60 prisonniers captifs, se trouvait un bon nombre de Français (M. Makerer, M. A. Bardet, peintre et professeur de langues, etc., etc.)

Cette considération ne saurait nous empêcher d'examiner les suites de l'expédition. Il est possible que l'Angleterre, se contentant de commander l'entrée et la sortie du golfe Persique par la possession des îles Aden et Perim, ne conserve point sur le continent, c'est-à-dire en Abyssinie, une position plus fortifiée, telle que l'Annesley-bay, soit qu'elle se trouve suffisamment protégée contre la concurrence du canal de l'isthme de Suez. Dans tous les cas, il est évident que des rapports commerciaux constants s'établiront entre l'Angleterre et le pays qu'elle vient d'ouvrir à

la civilisation, et que ces rapports contribueront à assurer son influence politique.

On dit cependant qu'un comité se forme à Londres pour demander que le gouvernement s'assure une position stratégique en Abyssinie. On ajoute même que deux princes indigènes auraient exprimé le vœu que sir Robert Napier restât en Abyssinie afin de régler les affaires intérieures du pays.

Les journaux anglais annoncent officiellement que plusieurs milliers de membres du clergé anglican ont déjà signé le mémoire à la reine contre la suppression de la dotation de l'Eglise d'Irlande et que l'archevêque de Cantorbéry présidera un meeting qui sera tenu à St-James s' hall le 6 mai.

Pendant ce temps, la question est l'objet de vives discussions tant à la chambre des lords qu'à la chambre des communes. Vendredi, M. Bagwell émettra une motion portant que, vu la tranquillité actuelle de l'Irlande, on rappelle l'acte de suspension de l'*habeas corpus*.

J. REBOUX.

Après avoir montré, il y a peu de temps, la fâcheuse influence que le nouveau régime économique a exercé sur notre industrie métallurgique, il est utile, pour préparer la discussion annoncée au Corps législatif, de rechercher si cette influence a été plus favorable à notre industrie cotonnière, qui occupe tant d'ouvriers, repose sur un capital si considérable, et crée annuellement une si grande masse de produits.

Ce qui donne encore plus d'opportunité à cet examen, ce sont les débats contradictoires qui se sont élevés récemment à ce sujet, entre M. Jean Dolfus et un certain nombre de manufacturiers. L'*Industriel alsacien* a publié de la façon la plus impartiale, et avec le seul désir de dégager la vérité, une série de lettres qui constituent une véritable enquête. Nous les avons lues toutes avec attention. Nous avons suivi cette polémique dans tous ses détails, et nous y puiserons quelques-uns des éléments du tableau comparatif que nous voulons dresser sur la situation générale de l'industrie cotonnière, avant et

depuis 1860, non pas seulement en Alsace, mais dans tout le pays.

La première question, celle qui domine toutes les autres, peut se résumer en ces termes : Notre industrie cotonnière s'est-elle réellement accrue depuis l'application du nouveau régime économique, c'est-à-dire depuis le traité de commerce conclu en 1860 et le décret sur les admissions temporaires de fils et tissus étrangers rendus en 1861 ?

S'il fallait en croire M. Jean Dolfus, qui s'est mis à la tête du libre-échange en Alsace (nous dirons une autre fois pour quels motifs), l'industrie cotonnière aurait pris une grande extension depuis huit ans, et la preuve qu'il en donne, c'est que le nombre des broches nouvelles créées en Alsace dans cet intervalle de temps monterait à 375,000, ce qui représenterait, pour nos provinces de l'Est, un accroissement de 25 p. 100.

Nous devons dire d'abord que les chiffres avancés par M. Jean Dolfus ont été fortement contestés. En effet, où les a-t-il puisés ? Dans les livres des constructeurs de machines. Que ces constructeurs aient fourni 375,000 broches, on ne le nie pas ; mais ce que l'on conteste, c'est que ces 375,000 broches soient toutes des broches nouvelles qui se seraient ajoutées aux anciennes. Il y en a, en effet, un certain nombre qui étaient destinées à remplacer, ou des broches détruites par les incendies, ou des broches de l'ancien système auxquelles on substituait des *self acting*. Si l'on faisait cette déduction, le prétendu accroissement de 375,000 broches, signalé par M. Jean Dolfus, se trouverait singulièrement réduit.

Si nous quittons l'Alsace, nous voyons que, dans les autres localités, on a constaté des diminutions. Veut-on savoir ce qui se passe dans le Nord ? L'après un document publié par la Chambre de commerce de Lille, le nombre des broches en activité dans le rayon industriel de cette ville, qui était de 497,000 en 1859, était descendu à 450,000 en 1868. Il y avait donc une réduction de 47,000 broches. Nous n'avons pas de chiffres relativement à la Normandie ; mais il est de notoriété publique que Rouen et ses environs ont vu disparaître un grand nombre de filatures qui n'ont pu résister au nouveau régime économique.

Est-ce à dire que nous voulons nier d'une manière absolue qu'il eût été fondé de nouveaux établissements et surtout que d'anciens établissements aient accru leurs moyens de production ? Pas le moins du monde. Il est arrivé par l'industrie

cotonnière ce qui est arrivé pour l'industrie métallurgique. C'est que les industriels, qui étaient engagés dans la manufacture de coton et qui avaient des capitaux à leur disposition, ont bravement résolu de tenir tête à la concurrence étrangère. Ils se sont dit qu'en agrandissant leur production, ils réduiraient la part proportionnelle de leurs frais généraux et qu'ils fabriqueraient à meilleur marché. Celui-ci a porté sa filature de 10,000 broches à 20,000, celui-là de 20,000 à 40,000. Mais, tandis que certains établissements se développaient, d'autres, n'ayant pas les mêmes ressources financières, étaient forcés de renoncer à la fabrication, de telle sorte que l'agrandissement des uns n'a guère fait que compenser la disparition des autres.

Et remarquons en passant que le nouveau régime économique, ce régime inauguré au nom des principes libéraux et démocratiques, aura eu, à peu près dans toutes les branches de la production nationale, ce résultat de pousser à l'aristocratisation de notre industrie. Autrefois, les petits établissements pouvaient vivre et prospérer auprès des grands. L'ouvrier qui avait de l'économie, de la conduite et de la capacité, pouvait devenir fabricant. Aujourd'hui, cela n'est plus possible. La manufacture ne peut plus se faire que sur une grande échelle et n'est plus accessible qu'aux grands capitaux. L'ouvrier est condamné à rester toujours ouvrier.

(Journal de Paris.) PAUL CLÈRE.
(La suite au prochain numéro.)

CORRESPONDANCE PARISIENNE

Paris, 29 avril.

M. le directeur du Journal de Roubaix.

Le résultat si complet et si rapide de l'expédition d'Abyssinie a causé ici une impression profonde, et je ne crois rien dire de déplacé en vous répitant ce qui me revient à ce sujet : l'Empereur aurait été particulièrement frappé de tout l'ensemble de l'entreprise, depuis sa conception première jusqu'au dernier acte, qui est l'évacuation immédiate du pays vaincu. On sait que, avant d'entreprendre cette lointaine aventure, l'Angleterre offrit à la France de faire l'expédition en commun, car il y avait des Français retenus prisonniers avec M. Cameron. Cette offre ne fut pas acceptée. Or, ce qui vient de se passer en Abyssinie prouve combien, depuis la guerre de Crimée, l'Angleterre a fait de progrès dans l'organisation de son

armée et le système de transports militaires. On suppose que cette considération pourrait aider à un rapprochement entre la France et l'Angleterre, dans le but de rendre leur intervention commune plus active dans les affaires générales de l'Europe. Il est bien évident que l'Angleterre redoute de voir la France engager une guerre d'où pourrait résulter l'annexion des provinces rhénanes et de la Belgique ; ce serait donc sur la question d'Orient que se manifesterait l'accord des deux puissances. On sait que le général Fleury vient de faire un voyage en Angleterre ; il y est allé acheter des chevaux : 12 sont arrivés hier ; on en attend 28 pour compléter un convoi de 40 ; — mais en même temps, on dit qu'il doit sonder le cabinet anglais à la fois sur la question d'Orient et la question danoise. D'un autre côté, la Russie n'ignore pas ces dispositions réciproques, et comme elle ne serait pas en état de soutenir en ce moment une lutte contre les deux puissances, on espère qu'elle ferait quelques concessions et que la guerre serait ainsi évitée. Tel est, à peu près, le résumé des nouvelles officielles ; c'est la note politique du jour.

Il convient de rapprocher de ces indications le remarquable article du *Journal des Débats* de ce matin, signé du secrétaire de la rédaction, et auquel on attache une importance très grande ; on dit, en effet, que ce n'est rien moins qu'une sorte de manifeste orléaniste, en même temps qu'un article destiné à soutenir la spéculation en vue de la prochaine liquidation. Les raisons pour et contre la guerre y sont exposées dans ce style qui révèle à la fois l'académicien et le diplomate. On y lit, résumées en dernier lieu, les opinions exposées par un « des hommes d'Etat les plus éminents de ce temps », dans une réunion où l'on devait se concerter à propos de quelques mesures pacifiques. Ce résumé serait, dit-on, tout simplement le sommaire d'un discours pacifique que M. Thiers se proposerait de prononcer à la prochaine occasion, afin de provoquer au Corps législatif une manifestation contre la guerre.

On dit qu'il doit paraître à Munich une brochure intitulée : « Quel est le véritable ennemi héréditaire de l'Allemagne ? » L'auteur explique que cet ennemi, c'est la Prusse, et que la France doit intervenir pour sauver l'Allemagne, sans chercher à faire de conquête pour elle-même. Nous remercions fort l'écrivain anonyme, mais nous n'avons pas de goût pour ce genre d'affaires.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX.

DU 1^{er} MAI 1868.

— 9 —

LE

JEUNE DOCTEUR

PREMIÈRE PARTIE

III

(Suite. — Voir le JOURNAL DE ROUBAIX du 29 avril 1868.)

Quant au fils de la veuve Valkiers, dit le docteur Heuvels, il n'a pas autant de clients qu'on veut le faire croire... Parci, par-là, un malheureux qui n'a pas les moyens de payer, quelques malades abandonnés qui sont condamnés à une mort inévitable et qui courent d'un charlatan à l'autre ! Je suis loin de nier que M. Valkiers ait fait de bonnes études ; avec le temps il deviendra habile en sa profession, car ce n'est certainement pas la bonne

volonté qui lui manque ; mais quel est l'homme raisonnable qui, atteint d'une maladie grave, confiera sa santé et sa vie à un jeune homme sans expérience ? Quand on a un meuble de prix à raccommoder, s'adresse-t-on à l'apprenti ou au maître ? — Allons, asseyez-vous, monsieur Van Horst ; vous vous calmez, j'en suis sûr, et vous deviendrez raisonnable.

— Non, il faut que je vous quitte.
 — Pour aller chez Adolphe Valkiers ? demanda M. Heuvels avec un sourire railleur.
 — Nullement, répondit l'autre. Je vous donne raison en ce qui concerne les jeunes médecins ; et comme je ne dois pas regarder à l'argent, j'irai consulter des hommes renommés pour leur expérience et leur savoir. Connaissez-vous M. Sommé, le directeur de l'hôpital d'Anvers ?

— M. Sommé ? M. Sommé ? ricana M. Heuvels. Un bon chirurgien, un habile praticien, en effet ; mais pour les maladies internes, comme la vôtre, ce n'est pas l'homme qu'il faut. Je sais d'avance ce qu'il vous conseillera... Tenez, monsieur Van Horst, pour vous prouver que je veux renier mon expérience dans le but de vous satisfaire, je vais essayer sur vous un tout autre traitement. Prenez une chaise, et asseyez-vous. Je descends à la cave, et je monte avec une bonne bouteille de porto. Vous dégusterez quelque chose de fin, tout en fumant votre pipe.

— Je vous remercie, monsieur Heuvels. Franchement, je vous le dis de bonne amitié, vos peines sont inutiles. Ma résolution est prise et ne peut plus changer. Portez-vous bien ; je vous suis très-reconnaissant de vos soins.

Il se dirigea vers la porte du salon ; le

docteur s'élança après lui, iniprit la main et essaya de le retenir.

— Eh quoi ! m'abandonnerais-je, monsieur Van Horst ; votre résolution ne peut être sérieuse, dit-il d'un ton suppliant.

— Très-sérieuse, inébranlable. Laissez-moi partir, mes nerfs me poussent en avant, dit le malade, qui détacha sa main de l'étreinte du docteur avec une sorte de violence, et sortit du salon.

M. Heuvels le suivit jusque sous la porte-cochère, et balbutia encore.
 — Je perdrais un si bon malade ! un homme que j'estimais et que j'aimais comme un véritable ami ! Ah ! cela n'est pas possible.

— Cela est. Adieu, dit-il, s'écria l'autre en courant à sa porte, qui l'attendait à quelques pas de la porte.

M. Heuvels, tout étourdi, demeura quelques instants à pestonner la porte-cochère ; puis, au moment où il allait rentrer, il vit son domestique traverser la cour, avec une botte de foin sur la tête, et il lui ordonna, d'un ton courroucé, d'atteler le cheval gris au lbury.

Retré au salon, il se mit à main sur le coin d'une table, et absorba dans ses réflexions, baissant la tête, marmottant en lui-même, pendant qu'un sourire amer plissait ses lèvres :

— Mauvaise journée ! Pas de repos, fatigue, harassé, éréta à ne pouvoir rester debout ! Perdrela vieille baronne, une malade qui valait l'or ! Une grosse rente annuelle ! M. Van Horst qui m'échappe ! mes deux meilleurs clients. C'est comme si je perdais : une fois quarante autres malades ; je ten rensentirai, et péniblement à la fin de l'année. Et pas moyen de réparer ce dommage ; il n'y

avait que deux clients comme ceux-là dans les environs.

Il se laissa tomber dans une chaise, la tête dans les mains et continua d'un ton moins animé :

— Mais est-ce que tout le monde s'est donné le mot pour me faire du chagrin ! Je ne puis mettre le pied nulle part, sans qu'on me parle d'Adolphe Valkiers. A la vérité, on n'a pas encore confiance en lui, et on reconnaît qu'il doit manquer d'expérience. Mais on loue son savoir, sa considération, sa servabilité. Il y a dans son extérieur quelque chose de sympathique. Il faut que je me mette sur mes gardes ; car ce jeune homme pourrait devenir pour moi un rival redoutable. Mais cela n'ira pas si facilement ! Le docteur Heuvels n'est pas un homme à se laisser ravir sans lutte, par un nouveau venu, une clientèle légitimement acquise ! Ah ! ah ! est-ce que ce docteur d'hier croit ?...
 Il se tut en entendant ouvrir une porte, et reconnut le pas léger de sa fille.

Adeline regarda son père et secoua la tête avec une tendre compassion. Elle avança une chaise à côté de la sienne, plaça son bras autour du cou de M. Heuvels, et lui dit :

— Pauvre père ! vous êtes terriblement fatigué, n'est-ce pas ? Ne pas dormir la nuit, courir toute la matinée, et maintenant aller encore à la grande métairie ! Ah ! vous êtes à plaindre. Cela me fait de la peine de vous voir ainsi harassé. Lorsqu'on a travaillé, et beaucoup travaillé, dès sa jeunesse, comme vous, on mérite bien un peu de repos dans ses vieux jours ; mais vous, mon père, vous ne vous donnez jamais un instant de trêve.

— C'est un métier maudit que celui de

médecin. Si l'on veut garder ses clients et gagner de l'argent, il faut porter le harnais jusqu'à la fin de ses jours.

— Gagner de l'argent, mon père ! Pour qui ? Pour moi, votre unique enfant, n'est-ce pas ? Vous en avez déjà gagné plus qu'il n'en faut pour mon bonheur. Nous sommes riches.

— Riches ! nous avons quelque bien ; mais ce n'est pas une raison pour ne pas augmenter son bien-être aussi longtemps qu'on le peut. Le pis est que, dans notre état, il faut tant se fatiguer... Vraiment, Adeline, j'ai peine à reprendre haleine ; les genoux me font mal ; mon épine dorsale ne veut plus se plier. Il y a huit heures que je suis sur pied. Chez la baronne, je suis resté debout pendant trois heures.

— En vérité, c'est trop, répondit Adeline ; vous ruinerez votre santé. Et que me fait la fortune, si elle abrège la vie de mon père ?

M. Heuvels, touché des douces paroles de sa fille, lui pressa la main.

— Vous exagérez le mal, Adeline. Certainement je voudrais qu'on me laissât parfois un peu de repos ; mais il n'y a rien à y faire, mon enfant. Un médecin est au service du public, et lorsqu'on l'appelle, il doit y aller.

— Ce matin, depuis le jour, j'ai pensé à ce que votre vie a de fatigant et de pénible ; mon affection, la crainte de vous voir exposer votre chère santé, m'ont démontré la nécessité d'un plus grand repos pour vous. Il y a un moyen facile...

— Ainsi vous avez trouvé un moyen ? J'en doute. Voyons ce moyen.

— Je parle sérieusement, mon père, très-sérieusement, et je remercie Dieu